

Humilité et résilience!

« Je ne solliciterai pas un second mandat de Premier secrétaire fédéral : pour effectuer cette tâche il faut une disponibilité supérieure à celle que je peux avoir actuellement, entre la mairie, la métropole et d'autres engagements, notamment mon métier, quand celui-ci pourra enfin m'être rendu. » C'est par ces mots que Yohann Nédélec a conclu le billet qu'il a publié sur son blog, le 4 juillet, pour analyser les résultats des élections régionales et départementales.



Soyons le moteur d'une Gauche sociale et écologique

lundi 20 juin, il n'y a pas eu d'union/fusion, pour les Régionales, avec EELV/UDB/G.s/ND. Si la stratégie a été payante pour la Région, elle s'est soldée, entre autres, par une défaite sur le fil en Finistère.»

Une semaine après le second tour de la séquence électorale régionale et départementale, le Premier secrétaire de la Fédération tirait ainsi un premier bilan, naturellement contrasté, des résultats enregistrés le 27 juin.

Le soulagement et le gâchis se mélangent. La Région reste à Gauche et RN n'atteint pas les scores que certains sondeurs lui promettaient. Voilà pour le soulagement.

Mais, dans le même temps, l'abstention prend des proportions inquiétantes. **« Si à cela on ajoute la perte de la majorité au Département, le gâchis est total. Pour si peu ! 5 voix ici, 120 là. »**

« La participation du second tour est peu ou prou identique à celle du premier tour, il n'y a donc pas eu d'effondrement, ni de sursaut de la mobilisation. Par contre, les flux de voix ont évolué sachant que mon obédience politique avait un réservoir de voix assez fourni avec nos amis du pôle écologiste et fédéraliste. Si la majorité des électeurs a suivi, ici et là, une cassure s'est opérée quand,

Pour Yohann Nédélec, **« la Gauche n'est pas abattue, elle n'est pas terrassée et elle reste sur le banc de touche en 2021, pour le Département, pour quelques voix. Les bases de l'union ont été posées, dès le premier tour, avec le PCF, le PRG et les Régionalistes. Ce fut long, mais ce travail mené par la Fédération du Finistère a su éviter les couacs ici et là dans nombre de cantons. Ce sera donc la voix à suivre et à élargir si nous voulons reconquérir ce que nous avons perdu. Les Côtes d'Armor ont su le faire, dès le premier tour, avec toute la Gauche, la Loire Atlantique également (elle s'est même payée le luxe de progresser en nombre de cantons). Je ne vois pas pourquoi cela ne serait pas possible en Finistère. Une large majorité d'adhérents du PS le souhaite. Ce sera probablement l'un des enjeux des échanges du prochain congrès de notre parti à la rentrée ».**

Pour ce congrès, le Premier secrétaire ne se représentera pas, faisant **« confiance en la capacité des Socialistes à se réinventer, à se rassembler pour être le moteur d'une Gauche sociale et écologique qui doit être la réponse, y compris au niveau national ».**

**CAP
FINISTÈRE**
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 7/07/2021

SITE DE DEPOT
P1
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Retraites

Le recul de l'âge du départ à la retraite à 64 ans pour tous les salariés serait une mesure profondément injuste. Les Socialistes s'y opposeront.

Durant des mois, les Françaises et les Français se sont opposés au projet de réforme des retraites. La crise sanitaire a permis au gouvernement de l'abandonner. Ce n'est pas maintenant, alors que le pays n'a jamais été aussi divisé et que le pouvoir n'a jamais été aussi faible, qu'il faut relancer ce projet.

« Dans un pays comme le nôtre, fracturé comme jamais, où la conflictualité n'a jamais été à ce niveau-là, vouloir partir sur une réforme de cette nature pas préparée, improvisée, c'est de la folie pure. Une injustice crasse », a rappelé Olivier Faure.

La campagne présidentielle sera l'occasion pour les Socialistes de défendre leur projet et pour les électeurs de choisir entre une réforme, strictement comptable, qui perpétue et accentue les inégalités, ou une réforme qui introduit de la justice et tient compte des conditions de travail et de la pénibilité des salariés, en particulier des *« premiers de corvée ».*

Une opposition vigilante

La séance d'installation du Conseil départemental, le 1^{er} juillet, a permis de mesurer la détermination des élu.es de Gauche pour le mandat qui débute. Mais pas de percevoir où le nouveau président, Maël de Calan, veut amener le Finistère.



Redonnons confiance aux électeurs

Compte tenu des résultats, au soir du 27 juin, Maël de Calan a logiquement été élu président du Conseil départemental. Le groupe *Finistère et Solidaires* a présenté, contre lui, la candidature de Kévin Faure, élu de Brest 1. Philippe Guillemot (Carhaix), pour les Régionalistes, et Ismaël Dupont (Morlaix), pour les Communistes, ont clairement appelé à voter pour lui. L'intervention de Pauline Louis-Joseph-Dogué (Brest 2), au nom du pôle écologiste, a été moins nette. C'est donc sans surprise que le vote s'est traduit par 28 voix pour Maël de Calan, 24 pour Kévin Faure et 2 bulletins blancs.

Le conseiller départemental de Brest 1 a, au nom du groupe *Finistère et Solidaires*, tiré deux enseignements des scrutins des 20 et 27 juin.

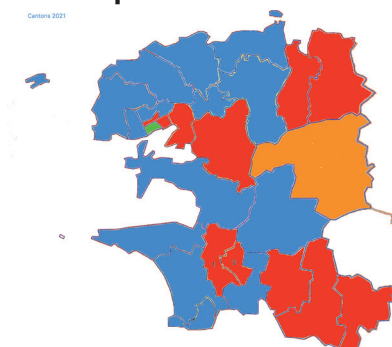
« Vous avez devant vous une opposition représentant la pluralité de la Gauche, expérimentée, vigilante qui saura se mobiliser sur le terrain et auprès de ses partenaires. »

Le premier concerne l'abstention. « La réalité démocratique de ces élections, c'est l'absence de mobilisation des électeurs, en Finistère comme partout en France. Cette réalité doit collectivement nous interroger, mais surtout nous donne une grande responsabilité : celle de conduire nos

mandats respectifs avec la plus grande transparence, en mettant au cœur de nos décisions l'intérêt général et en rendant compte de notre action. Élus de la majorité comme élus de l'opposition, nous nous devons d'être à la hauteur, chaque jour, pour redonner confiance aux électeurs dans l'action publique.

Profondément respectueux du moment démocratique que représente une campagne électorale, les candidats de Gauche ont fait, tout au long de cette campagne, preuve d'honnêteté envers les Finistériens, avec des propositions conformes à la réalité des compétences du Département, conformes à la réalité de la contrainte budgétaire qui s'impose à l'institution. Loin d'engagements inconsidérés, de contrevérités sur le bilan de la précédente majorité, nous ne cachons pas notre inquiétude quant à la trajectoire annoncée par l'Alliance pour les politiques de solidarité, désormais promise à une recherche de 40 millions d'euros d'économies. Nous formulons ce premier souhait : que les élus du groupe de l'Alliance agissent de manière responsable, honnête et transparente, et qu'ils soient à la hauteur de cette nécessité de remobiliser les citoyens. Cette exigence s'impose d'autant plus à vous, élus de l'Alliance, que le 14^e canton qui fonde votre majorité n'a été gagné que de 5 voix. 5 voix !

Car le second enseignement de ce scrutin est bien qu'il n'est aucunement le fruit d'une adhésion massive à votre projet, ni le reflet des aspirations de tous les Finistériens. Depuis 2017, nous entendons que le clivage Gauche-Droite est dépassé et obsolète. Les attentes des Français l'ont démontré aux élections municipales, aux élections régionales et aux élections départementales : il n'en est rien ! Les électeurs qui se sont mobilisés ont



14 cantons à Droite, 13 à Gauche

bien compris qu'on ne pouvait être de Gauche " et en même temps " de Droite. Les Finistériens peuvent compter sur notre plein engagement pour défendre les valeurs de Gauche au sein de cette assemblée, pour mettre en lumière et au débat vos contradictions et les points de désaccord profonds entre nos projets. Mesdames, Messieurs les élus de l'Alliance, vous avez devant vous une opposition représentant la pluralité de la Gauche, expérimentée, vigilante qui saura se mobiliser pour être présente à toutes les échelles d'action de la collectivité, sur le terrain, et auprès de ses partenaires. »

Il n'en est pas de même pour la nouvelle majorité. On a bien compris, et il l'a répété à plusieurs reprises, que Maël de Calan souhaite « aller vite ». Mais pour aller où ? La nouvelle majorité s'est engagée à accélérer le retour des allocataires du RSA vers l'emploi et réduire les délais de traitement des dossiers à la MDPH (Maison Départementale des Personnes Handicapées). Comme si la majorité de Gauche avait procrastiné. Comme si les agents de la collectivité ne donnaient pas le meilleur d'eux-mêmes pour traiter le plus vite possible les dossiers qui leur sont confiés ?



Le dépouillement du scrutin

Le nombre de places dans les établissements accueillant des personnes âgées va augmenter, a également promis le nouveau président. Mais sans préciser comment. C'est l'ARS (Agence Régionale de Santé) qui fixe le nombre de places et s'il avait été possible d'en créer plus que celles qui sont programmées dans le plan gérontologique départemental, la majorité précédente l'aurait fait.

Le décor est donc, provisoirement, planté pour ce nouveau mandat : la majorité de Droite est particulièrement fragile puisqu'elle ne repose que sur un canton, celui de Brest 3, dans lequel un recours a été déposé.

Plus de Bretagne

Plus de Bretagne, c'est le leitmotiv répété par Loïg Chenais-Girard, à la suite de son élection, sans surprise, à la présidence du Conseil régional, le 2 juillet.

Élection presque sans surprise puisque la candidate LR, Isabelle Le Callennec, avec 14 élus sur ses listes, a tout de même pu obtenir, au troisième tour de scrutin, 18 voix, sans qu'aucun président d'un autre groupe n'ait appelé à voter pour elle.

« Nous avons besoin de plus de Bretagne », a répété le président du Conseil régional, en tirant les leçons de la crise sanitaire ou en analysant les votes des Bretonnes et des Bretons.

« C'est le projet que j'ai présenté aux Bretons tout au long de cette campagne et qui sera le projet de cette mandature.

Plus de Bretagne, c'est cette ambition de bien-vivre partout en Bretagne, dans les communes rurales comme les quartiers des grandes villes, dans nos îles comme dans nos petites villes. De nous battre pour avoir la main sur les politiques de santé en rappelant la présence et l'action indispensable qu'ont mené les régions, les collectivités pour commander des masques, du gel, pour monter les centres de vaccination.

« L'ambition d'une Bretagne des 20 minutes. »

C'est l'ambition d'une Bretagne des 20 minutes qui s'appuie sur ses communes et villes moyennes, qui investit pour redonner de la force aux centres-villes et aux centres-bourgs pour redonner de l'attractivité là où c'est nécessaire.

Nous devons trouver des solutions concrètes pour le logement. Nous créerons un office foncier solidaire, nous poursuivrons notre politique territoriale en s'appuyant sur les communes et les intercommunalités. La solution passe par la construction, la réhabilitation, la rénovation pour élargir l'offre de logements sur les territoires qui en ont besoin.

Plus de Bretagne, c'est plus d'emplois et moins de carbone. Je l'ai souvent

dit, je veux les usines et l'écologie. Les usines parce que la Bretagne est une région de production et doit le rester. C'est une arme contre le désespoir qui se nourrit de la désindustrialisation. Nous lancerons un grand mouvement pour la relocalisation de nos activités industrielles et de services.

Nous accompagnerons les entreprises dans l'anticipation et l'évolution de leur modèle économique pour répondre au défi du climat. Notre mission sera d'accélérer le mouvement de transition par des nouvelles conditionnalités des aides qui permettront d'aider, plus et mieux, les entreprises qui s'engagent.



Les débuts d'un mandat de 80 mois

Et parce que la clé du succès, ce sont les hommes et les femmes, nous investirons dans la formation et dans la mobilité pour que celles et ceux qui ont des projets de vie professionnelle puissent les réaliser le plus facilement possible. Et pour que le recrutement ne soit plus un frein au développement de nos entreprises.

L'agriculture et l'agroalimentaire ont été au cœur des débats de cette élection. Je veux redire avec force que la mission de la Bretagne est de nourrir les hommes et les femmes et que nous devons en être fiers. Mon combat c'est le « bien manger pour tous ». Tout le monde a le droit à la qualité.

L'alimentation n'est pas un bien comme un autre et nous devons tout faire pour ne pas dépendre d'autres pays, d'industriels lointains, des cours mondiaux tout comme nous ne devons plus dépendre du soja pour notre alimentation animale.

Au cours de ce mandat, nous nous fixons l'objectif d'installer 1 000 agriculteurs et agricultrices par an et nous doublerons le nombre de fermes engagées dans l'agroécologie.

Nous pouvons réussir l'autonomie et l'écologie, et ainsi rester fidèles à ce qu'est la Bretagne. Et au cœur de ce qu'est la Bretagne, il y a l'écologie. Nous savons que nous n'avons qu'une planète et qu'une Bretagne.

« Tout le monde a le droit à la qualité. »

Plus de Bretagne, c'est plus d'autonomie pour notre énergie et je redis mon soutien aux projets d'énergie marine renouvelable, y compris celui en baie de Saint-Brieuc qui nous facilitera le passage à l'éolien flottant, indispensable à notre avenir énergétique et à la filière industrielle que nous voulons créer. Projet indispensable pour accélérer notre sortie du pétrole et du charbon.

Plus de Bretagne, c'est plus de décisions en Bretagne. L'avenir de la Bretagne doit se décider en Bretagne.

Cette pandémie a démontré que tout ne pouvait plus se décider à Paris. Ces élections doivent donner le message que nous voulons plus de pouvoir. Si nos concitoyens ne viennent plus voter, c'est d'abord parce qu'ils constatent que leurs élus n'ont pas toujours les moyens d'agir. La meilleure simplification administrative, c'est de donner le pouvoir et les moyens d'agir à celles et ceux qui sont sur le terrain.

Je poursuivrai ce combat, si breton, de la décentralisation et de l'expérimentation. Nous devons avoir la main sur l'emploi, sur la politique de l'eau, sur l'économie, sur la politique agricole avec la régionalisation de la PAC. »

La prochaine session du Conseil régional se tiendra le 21 juillet.



Plus d'emplois, moins de carbone

Agenda

27, 28 et 29 août
Rendez-vous de rentrée
à Blois.

Retrouvez-nous sur



Quand le mille-feuilles se transforme en crumble...

Dans une Tribune publiée dans *Le Monde*, Tristan Foveau et Arnaud Platel portent un jugement sévère sur le projet de loi 4D. Publiée avant les élections régionales et départementales, cette Tribune prend une nouvelle dimension compte tenu du niveau particulièrement élevé d'abstention.



être pleinement ambitieux, aurait d'abord dû faire l'objet d'une révision de notre Constitution.

« Lors de la conférence nationale des territoires en juillet 2017, comme à l'occasion de son discours de Quimper en juin 2018, le président de la République avait appelé de ses vœux à "repenser en profondeur l'interaction entre l'État et les collectivités", afin de redonner aux territoires les moyens d'agir dans une responsabilité partagée.

Après un retrait de la révision constitutionnelle en août 2019, l'article 1^{er} du projet de loi 4D livre désormais une définition simpliste de la différenciation ("les règles relatives à l'attribution des compétences et à leur exercice, applicables à une catégorie des collectivités territoriales, peuvent être différenciées dans le respect du principe d'égalité").

De plus, il lui offre un champ d'action minimal comme la fixation du nombre d'élus au conseil d'administration des centres communaux et intercommunaux d'action sociale ou la facturation de redevances d'occupation pour travaux. Enfin, le projet avait pour ambition de clarifier les compétences des collectivités et d'ajouter de la souplesse dans leur exercice : les 83 articles du projet sont malheureusement un fourre-tout d'exigences d'associations d'élus et de réformes non abouties du quinquennat.

Or, qui mieux que les territoires et leurs représentants pour connaître les préoccupations spécifiques de leurs habitants ? Ensuite, plus qu'un calcul politicien, la décentralisation est une question d'efficacité. La crise sanitaire a donné à voir les défauts de la rigidité administrative de notre pays. Or, qui mieux que les territoires pour connaître les carences locales en matière de soins et les besoins des entreprises ?

Le texte du gouvernement ne répond à aucune de ces considérations. Pire : en prétendant remédier à ce "mal français" qu'est le mille-feuille territorial, il donne à ce dernier un arrière-goût de crumble, entre émiettement de mesures sans vision globale et amoncellement de compétences. Bien loin d'un "pacte girondin", digne de ce nom, qui, pour

Toutefois, puisque le pouvoir exécutif n'a pas jugé pertinent de modifier notre loi fondamentale pour amorcer ce changement, il revient aux parlementaires, qui examinent actuellement le projet de loi 4D, d'être à la hauteur des enjeux. Par exemple, au-delà du simple rôle accordé à la Région en matière de "coordination et d'animation de l'économie circulaire" et d'"organisateur de la transition énergétique au plan local", celle-ci pourrait se voir transférer une compétence pleine et entière en matière de politique énergétique.

De même, concernant la santé, il convient de ne pas se contenter de "renforcer le rôle des élus locaux dans la gouvernance des Agences Régionales de Santé" (ARS). Alors que la crise sanitaire a mis en lumière les rigidités administratives de l'État sur ce sujet, une vraie décentralisation de la politique sanitaire est nécessaire. À ce propos, en lien avec les départements compétents sur l'action sociale, les Régions pourraient se voir confier le pilotage des orientations des ARS.

Enfin, il est temps d'organiser la véritable autonomie financière des collectivités territoriales. Prévues par l'article 72-2 de la Constitution, elle n'est effectivement assurée que par le seul prisme de la "compensation financière" et à un degré encore largement insuffisant au regard des difficultés actuelles de ces collectivités.

Sans cette autonomie, et alors que la suppression progressive de la taxe d'habitation et la baisse de la dotation globale de fonctionnement accordée aux collectivités grèvent le budget de celles-ci, tout transfert de compétences sera vain.

Repenser les liens entre l'État et les collectivités nécessite donc un plan plus ambitieux. Il en va du rétablissement de la confiance entre ces deux échelles, mais aussi entre les citoyens et leurs responsables politiques, tant il est reproché à ceux-ci d'être éloignés des réalités de terrain. »

Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1361 - Vendredi 9 juillet 2021
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Tarifs pour l'année

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFP

